

COMPTE RENDU **du Conseil Municipal**

SÉANCE DU 27 SEPTEMBRE 2013

L'an deux mil treize, le vingt sept septembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal, légalement convoqué, s'est réuni, au lieu ordinaire de ses séances, sous la Présidence de Monsieur Bruno LOUSTALET, Maire.

Présents : M. LOUSTALET, Maire –
MM. MAISONNAS, MANIE, GUILLARD Adjoints
Mme GAUTHIER

MM. ABBOU, BALOUZET, CAPLAT, DENIS, GRUMET,
PRUDON

Pouvoirs : Mme DIDIER (pouvoir à M. PRUDON)
Mme BORREL-JEANTAN (pouvoir à M. le Maire)
M. TRACLET (pouvoir à M. MANIE)

Excusé : M. COTE

Secrétaire de séance : M. DENIS

1. COMPTE RENDU DE LA PRECEDENTE REUNION :

Mr Guillard donne lecture de la nouvelle formulation du compte rendu précédent suite à échanges avec Mr Manié.

Mr Manié souligne qu'une modification doit avoir lieu à la page 4, car il souligne qu'il n'y a pas de réserve communale dans le domaine des logements à Thil (4 logements dépendent du 1 % patronal Cilgère, 3 logements dépendent de la réserve de la préfecture).

De plus, il demande la suppression de la 2^{ème} ligne page 5 à savoir : « Mr Manié rappelle que la commune récupère 1/3 des logements aidés pour les Thilois ».

Le compte rendu précédent est adopté sous réserve des présentes modifications.

2. CCMP

ZAC Actinove

Mr le Maire informe qu'un Bureau Communautaire a eu lieu ce jour. Il précise qu'une vente aux enchères par adjudication des lots de la ZAC Actinove est organisée le 14 novembre prochain devant le Tribunal de Grande Instance de Lyon.

Monsieur le Maire rappelle le projet de création d'un terrain BMX par la CCMP et les visites organisées notamment sur le site de la ZAC Actinove avec les élus de Thil et le Club de BMX.

Dans ce contexte, la CCMP réfléchit à se positionner sur cette vente aux enchères et prendra à cet effet le conseil d'un avocat.

Mr Manié demande si le coût du terrain n'est pas trop élevé pour créer un terrain de BMX.

Mr le Maire précise que Mr Goubet, Vice-Président délégué aux Sports de la CCMP, a informé que les aménagements des équipements sportifs de la CCMP se situent dans un étiage de 1 million d'euros (Centre nautique mis à part).

Mr Manié rappelle la difficulté de construire quelque chose dans ce périmètre, compte tenu du PPRI. De plus, s'agissant du territoire thilois, il demande plus de concertation avec les élus thilois.

Mr Prudon demande ce qu'il se passera si la CCMP se porte acquéreur sans que Mr le Préfet ne place ce terrain en zone d'activité sportive.

Mr le Maire rappelle les concertations avec les services de l'état pour l'élaboration du PPRI et son règlement. Il rappelle que le Conseil municipal a adopté le PPRI par délibération et qu'il a été approuvé par arrêté préfectoral en Mai dernier. Le règlement du PPRI ouvre la possibilité de réaliser des aires de jeux, de loisirs et des espaces ouverts de plein air.

Mr Grumet demande qui va acquérir les parcelles pour la vente aux enchères et que vont devenir les exploitants actuels.

Mr le Maire précise que la ZAC ACTINOVE est présentée à la vente aux enchères par adjudication à la suite d'une décision judiciaire.

Mr le Maire rappelle que, suite à une demande de renseignements d'urbanisme qui lui a été adressée en juillet, la commune a répondu que le droit de préemption est applicable à la zone ACTINOVE car étant classée en UXi au POS actuel.

Mr le Maire informe que, suite à une demande adressée en août par le Cabinet Reverdy concernant l'identité des deux agriculteurs exploitant à titre précaire les lots présentés à la vente aux enchères, les noms des personnes concernées ont été communiqués pour permettre leur information par le mandataire judiciaire.

20 h 50 : Arrivée de Madame GAUTHIER

Mr Grumet craint qu'en construisant un terrain BMX, à terme il y ait un bâtiment. Il trouve que ce projet n'est pas compatible avec un terrain sportif au milieu de la Zone Industrielle (avec des camions).

L'enquête sur les bacs jaunes va débiter à Thil.

Les rapports de vérification de l'assainissement autonome vont être expédiés à compter de début octobre.

Bucopa – CDRA

Mr le Maire rappelle que le SCOT est en révision. Il invite les membres du Conseil à l'accompagner le 24 octobre prochain à Chazey pour le séminaire « Révision Scot Bucopa ». Mr Manié est intéressé.

De plus, il informe d'une rencontre organisée par Dynacité le 18 octobre prochain portant sur un échange sur la politique de l'habitat. Mr Abbou est intéressé.

3. ZONAGE D'ASSAINISSEMENT

Mr le Maire note le travail rigoureux fait durant le mois de juillet dernier.

Ce travail a permis à la DREAL de ne pas formuler de demandes d'études complémentaires en matière environnementale. Ceci ouvre donc la voie au lancement de l'enquête publique de façon sécurisée juridiquement parlant.

Monsieur Guillard met en évidence que cette décision marque qu'une étape importante vient d'être franchie.

Monsieur Abbou relativise le propos en soulignant l'ampleur des étapes restant à accomplir.

Mr le Maire rappelle, de ce point de vue, l'ampleur du travail occasionné par la procédure :

- Saisie du Président du Tribunal Administratif pour désignation d'un commissaire enquêteur après retour du contrôle de légalité sur la délibération et mise à jour du rapport d'enquête publique,
- Réalisation d'une enquête publique sur un mois pour recueillir les avis des Thilois et tiers concernés,
- Conventionnement avec la 3CM,
- Etablissement par le commissaire enquêteur de son rapport (délai d'un mois) et prise en compte et intégration de ses remarques
- Approbation par le Conseil du schéma directeur d'assainissement

Le plan de zonage sera - tout comme le PPRi - une pièce annexe du dossier PLU en cours de révision.

Mr Grumet a vu dans la presse que ce sujet a été mis à l'ordre du jour de la 3CM et a été retiré en séance.

Mr le Maire précise que cela fait suite à une demande d'informations complémentaires formulées par les élus de Dagneux.

Mr le Maire informe que le Maire de Dagneux a pris connaissance très tardivement du dossier. Le maire de Dagneux s'inquiète de savoir si la commune de Thil ne représente pas une trop grosse population avec le risque d'évolution, donc à terme un impact négatif sur son PLU qui est aussi en révision.

Il rappelle que le Syndicat des Eaux Thil - Niévroz est impacté par la mise en œuvre du programme de l'assainissement collectif car ceci est une des conditions posées par l'Agence Régionale de Santé pour la relance de la procédure de Déclaration d'utilité publique relative au Puits de captage.

Mr le Maire a contacté VNF qui l'a informé qu'une simple convention sera nécessaire pour déployer le réseau de transfert reliant le réseau capillaire communal à la STEP de la 3CM sur le chemin de halage moyennant une redevance de 50 € par an.

De plus, il informe que sur les 300 fosses septiques visitées, seules 3 sont aux normes.

MM. Manié et Balouzet pensent qu'il faut être très prudent sur ces chiffres, dans la mesure où la non-conformité du dispositif peut simplement être liée au nombre d'habitants du foyer en plus ou en moins par rapport à la taille de la fosse et à des non conformités mineures.

Mr le Maire précise qu'il attend le rapport de synthèse des vérifications conformité du SPANC, ce rapport consignera l'état détaillé des non-conformités. En tout état de cause, il précise que les habitations situées dans le périmètre éloigné du puits de captage du SIE Thil - Niévroz doivent toutes faire l'objet d'une mise aux normes dans un délai de 4 ans maximum.

DELIBERATION N° 13.04.01 : ADOPTION DU PROJET DE SCHEMA DIRECTEUR ET DU PLAN DE ZONAGE DE L'ASSAINISSEMENT AVANT MISE A L'ENQUETE PUBLIQUE

Monsieur le Maire expose :

L'article L. 2224-10 du Code Général des Collectivités Territoriales oblige la Commune exerçant la compétence « assainissement » à délimiter après enquête publique, réalisée selon les formes prescrites par le Code de l'environnement (article L.123-3 et s.) :

➤ Les zones d'assainissement collectif où la Commune est tenue d'assurer la collecte, le stockage, l'épuration et le rejet ou la réutilisation de l'ensemble des eaux collectées.

Ce choix d'assainissement collectif n'engage pas la Commune sur un délai de réalisation des travaux, et ne dispense pas un pétitionnaire de la mise en place d'un assainissement autonome en l'absence de réseau ;

➤ Les zones relevant de l'assainissement individuel où la Communauté de communes de Miribel et du Plateau n'est tenue, au regard de son périmètre de compétence, qu'au contrôle des installations individuelles.

➤ Les zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement.

Il s'agit d'une approche globale, portant sur l'ensemble du territoire communal et ayant une portée en matière d'aménagement de ce dernier.

Le projet de zonage assainissement de la Commune sera annexé au Plan Local d'Urbanisme (PLU) en cours de révision dont il formera une annexe à part entière.

L'établissement du zonage d'assainissement se base, selon la procédure décrite par la loi sur l'Eau et modifiée par la loi *Grenelle II*, sur une « étude préalable » permettant le choix et la mise en forme cartographique du zonage d'assainissement définitif, qui comprend :

- la synthèse des données existantes,
- l'étude d'aptitude des sols et du sous-sol à l'assainissement autonome (pédologie, hydrogéologie, topographie, hydrographie...),
- l'analyse de la densité de la population et de la typologie de l'habitat,
- l'élaboration des scénarii et l'étude technico-économique comparative.

Préalablement à l'approbation du zonage d'assainissement après enquête publique, il convient :

- d'adopter le projet de zonage d'assainissement collectif – assainissement non collectif tel qu'il est annexé à la présente délibération,
- de soumettre le projet de zonage d'assainissement collectif – assainissement non collectif de la Commune à enquête publique selon les formes prescrites par les articles L.123-3 et suivants du Code de l'environnement, ce qui suppose :
 - D'autoriser le maire à saisir Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LYON en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur,
 - Suite à cette désignation, pour Monsieur le Maire, de prendre un arrêté de mise à enquête publique,
 - De procéder à l'information de la population par affichage de l'arrêté de mise à enquête publique et publication des avis d'enquête, conformément aux exigences de l'article L.123-10 du Code de l'environnement,
 - Au terme de l'enquête, de transmettre à Monsieur Le Préfet de l'AIN et Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LYON le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur,
 - Enfin, d'approuver en conseil le zonage définitif d'assainissement collectif – assainissement non collectif de la Commune éventuellement modifié afin de tenir compte des résultats de l'enquête publique.

Pour rappel, le projet de zonage d'assainissement collectif – assainissement non collectif soumis au Conseil répond aux orientations suivantes :

- S'agissant des zones d'assainissement collectif, les circonstances qui motivent la nécessité pour la commune de réaliser un réseau d'assainissement collectif sur l'ensemble du territoire communal sont :

- La protection de la Zone de Captage des Eaux du Puits de Thil. C'est une exigence du SDAGE Rhône Méditerranée Corse. L'assainissement collectif permet de répondre aux contraintes imposées par les normes de protection requises,
- L'inondabilité de la zone

Le contexte de l'inondabilité de la zone impose des contraintes techniques de nature à rendre les rénovations et l'entretien ultérieur des dispositifs individuels ainsi rénovés au global au moins aussi coûteux qu'en assainissement collectif.

Le traitement des eaux usées par des installations individuelles qui sont ou auraient été rendues conformes, ne garantit pas pour autant la commune qu'aucun dysfonctionnement n'ait lieu lors de l'inondation de la zone.

La mise en place d'un dispositif public de collecte et de traitement des eaux usées est alors de nature à réduire les impacts environnementaux en cas d'inondation.

Enfin, il est à noter que :

- les zones d'assainissement collectif ont vocation à être raccordées à la STEP de la 3CM via un réseau de transfert déployé spécifiquement à cet effet.
- le raccordement de la zone d'activité ACTINOVE au réseau d'assainissement collectif du SIVU de St Maurice de Beynost – Beynost a vocation à être maintenu,
- l'assainissement collectif des logements du programme d'aménagement du lotissement « Le Clos des platanes » - localisé sur la zone 1NAi située au nord de la commune et hors du périmètre de protection du Puits de captage du SIE THIL – NIEVROZ est en cours de réalisation.

Il est réalisé sous Maîtrise d'ouvrage publique de la commune avec une STEP de type filtre planté de roseaux dédiée à ce lotissement. Il est prévu de raccorder ce lotissement au réseau d'assainissement collectif, objet de la présente saisine, dans le cadre du calendrier de la programmation du déploiement du réseau de collecte communal.

➤ S'agissant des zones d'assainissement non collectif :

- Les secteurs « Route de la Boisse » contenant 4 habitations et « Champ de Vire » contenant aucune habitation seront laissés en assainissement non collectif. Ces deux secteurs ne comptent pas de projet d'urbanisation future.
- S'agissant des zones où des mesures doivent être prises pour limiter l'imperméabilisation des sols et pour assurer la maîtrise du débit et de l'écoulement des eaux pluviales et de ruissellement :
- Compte tenu des faibles enjeux et des faibles risques d'inondation par les eaux pluviales de la commune observées sur l'ensemble du territoire d'étude, la gestion des eaux pluviales par puits perdus semble la plus adaptée à la commune de Thil.
- Toutefois, il conviendra de récupérer les eaux de ruissellement des rues et des toitures situées dans les périmètres de protection rapprochée et des rues dans le périmètre de protection éloignée.

Le Conseil municipal,

Vu la décision de la DREAL n° 2013/DREAL/F08213PP0046 du 24 septembre 2013 après ci - annexée,

Après en avoir délibéré,

- DECIDE D'ADOPTER le projet de zonage d'assainissement collectif – assainissement non collectif de la Commune tel qu'il est annexé à la présente délibération,

- DECIDE DE SOUMETTRE le projet de zonage d'assainissement collectif – assainissement non collectif de la Commune à enquête publique selon le Code de l'environnement ;
- AUTORISE Monsieur Le Maire à SAISIR Monsieur le Président du Tribunal Administratif de LYON en vue de la désignation d'un commissaire enquêteur,
- AUTORISE Monsieur le Maire à régler les frais liés l'organisation de l'enquête publique,
- DECIDE D'IMPUTER les dépenses au budget annexe assainissement 2013,
- SOLLICITE les subventions maximales qui peuvent être attribuées à l'opération auprès de l'Agence de l'Eau, du Conseil Général et de la Région.

La présente délibération, accompagnée du projet de zonage d'assainissement sera transmise à Monsieur le Préfet et affichée en mairie.

<i>Pour</i>	<i>14</i>
<i>Contre</i>	<i>0</i>
<i>Abstention</i>	<i>0</i>

4. REFECTION DE LA COUR DE L'ECOLE

Mr le Maire rappelle les circonstances du retrait du marché attribué à Eurovia, pour mauvaise interprétation des devis. Aussi, une nouvelle consultation a eu lieu.

Eurovia est moins bien placée sur le coût mais mieux placée sur la note technique avec une différence de 4 % sur le lot 1.

La note technique était de 40 % sur la réfection de la cour de l'école.

Mr Grumet souhaite s'assurer que les vacances de la Toussaint seront suffisantes pour effectuer les travaux.

Mr Manié demande quelle est la nécessité de poser des tapis amortisseurs au City stade.

Mr Guillard rappelle que ce sont les normes en vigueur et qu'il est plus judicieux de profiter du marché de la réfection de la cour de l'école pour entreprendre cette mise en conformité.

Mr le Maire demande qui est Pour que la tranche conditionnelle (pose de tapis amortisseurs au City stade) soit intégrée dans ce marché : Unanimité.

DELIBERATION N° 13.04.02 : REFECTION DE LA COUR DE L'ECOLE DE LA RIOTTE

Monsieur le Maire rappelle à l'Assemblée le marché relatif à la Réfection de la cour de l'Ecole de la Riotte conclu avec la Société Eurovia suivant la délibération n° 13/02/03 du 12 juin 2013 a été résilié à l'initiative de la commune le 26 juillet 2013.

Une erreur de compréhension de l'offre de la société Eurovia a conduit à attribuer le marché à cette société.

Dans le souci de transparence en matière de jugement des offres, un nouvel appel d'offre a été organisé selon les dispositions de l'article 28 du Code des marchés publics (procédure adaptée avec négociation) en prenant soin d'allotir le marché en deux lots techniques (Lot 1 : réfection des enrobés de la cour de l'école, Lot 2 : réalisation des tapis amortisseurs des jeux d'enfants avec une tranche ferme pour les tapis amortisseurs

des jeux d'enfants de la cour de l'école et une tranche conditionnelle pour les tapis amortisseurs des jeux d'enfants du City Stade) et d'obliger les entreprises à une présentation de leur offre de prix en parfaite conformité formelle avec les pièces du marché (DPGF).

Cinq offres ont été reçues dans les délais pour les besoins du lot 1 (réfection des enrobés de la cour de l'Ecole de la Riotte) et trois offres pour les besoins de réalisation des tapis amortisseurs des jeux d'enfants.

A l'issue de l'analyse des offres et après avis de la Commission des finances réunie le mercredi 25 septembre 2013 :

- l'offre de la société Eurovia Alpes a été jugée « économiquement la plus avantageuse » pour le lot 1
- l'offre de la société Eurovia a été jugée « économiquement la plus avantageuse » pour le lot 2 en tranche ferme et en tranche conditionnelle.

Toutefois, malgré la subvention accordée au titre de la réserve parlementaire du Sénateur Jacques Berthou, eu égard à la réalisation des tapis amortisseurs prévu en Tranche Conditionnelle du Lot 2 pour l'équipement du City Stade, les sommes initialement provisionnées pour l'opération au budget primitif se sont avérées insuffisantes. Il est proposé au Conseil Municipal d'abonder la somme de 20.001 €uros par la Décision Modificative n° 3.

Au vu des explications données par Monsieur le Maire,
Le Conseil Municipal,
Après en avoir délibéré,

- Autorise le provisionnement par la décision modificative n° 3 de la somme de 20.001 €uros portée au crédit de l'opération n° 130,
- Autorise Monsieur le Maire, à conclure le marché de réfection de la cour de l'école de la Riotte avec la société Eurovia Alpes pour le Lot 1 pour un montant de 46.497,49 euros TTC,
- Autorise Monsieur le Maire, à conclure le marché de réfection de la cour de l'école de la Riotte avec la société Eurovia Alpes pour le Lot 2 et pour la Tranche ferme pour un montant de 12.095,15 euros TTC, et pour la Tranche conditionnelle pour un montant de 9.835,31 euros TTC.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

5. R.P.O.S.

Mr Caplat présente les chiffres et faits marquants de l'année 2012.

Mr Grumet informe que l'entreprise GOIN (vidage de fosses septiques) se branche sur les bornes incendies. Il prend en charge de l'informer de cette interdiction.

Mr Denis demande le chiffrage financier concernant les 24 % de perte d'eau. Mr Caplat les lui transmettra.

DELIBERATION N° 13.04.03 : RAPPORT SUR PRIX, LA QUALITE ET LE SERVICE (RPOS)

Monsieur le Maire présente au Conseil Municipal le Rapport de la Lyonnaise des Eaux sur le Prix, la Qualité et le Service de l'eau (RPQS) concernant l'année 2012,

notamment les faits marquants 2012, les interventions techniques ainsi que la facture 120 m3.

Le Conseil,

Après avoir entendu l'exposé de Monsieur le Maire et en avoir délibéré :

- Approuve le Rapport sur le Prix, la Qualité et le Service de l'eau (RPQS) de l'année 2012.

<i>Pour</i>	14
<i>Contre</i>	0
<i>Abstention</i>	0

6. FINANCES

Mr Maisonnas commente le coût du matériel informatique pour le dépassement de 2.800 € ainsi que l'opération Voirie (marché de la cour de l'école) qui est passée de 61.000 € à 68.000 €.

Mr Guillard présente l'investissement informatique notamment dans le cadre de la dématérialisation ainsi que la mise à jour des applications avec le SIEA. Il concerne le renouvellement des matériels et des logiciels avec la mise en place d'un serveur.

Mr Manié demande le coût global de cette opération et demande un état de ce qui a été changé. Mr Guillard lui fournira les renseignements demandés.

Mr Denis demande s'il y a une sauvegarde chez un « externalisateur ».

Mr Guillard répond qu'en l'état cette solution n'avait pas été étudiée et que si elle devait être mise en œuvre cela engendrerait un coût de fonctionnement.

D.M. N° 3 : VIREMENT DE CREDITS

Désignation	Diminution sur crédits ouverts	Augmentation sur crédits ouverts
D 6188 : Autres frais divers	2 314.00 €	
D 6188 : Autres frais divers	12 601.00 €	
TOTAL D 011 : Charges à caractère général	14 915.00 €	
D 023 : Virement section investissement		14 915.00 €
TOTAL D 023 : Virement à la sect° d'investis.		14 915.00 €
D 21568-130 : Travaux Voirie		2 314.00 €
TOTAL D 040 : Opérations d'ordre entre section		2 314.00 €
D 2031-139 : POS / PLU	5 000.00 €	
TOTAL D 20 : Immobilisations incorporelles	5 000.00 €	
D 2183-103 : Matériel Mairie		2 802.00 €
TOTAL D 21 : Immobilisations corporelles		2 802.00 €
D 2315-130 : Travaux Voirie		20 001.00 €
D 2315-144 : Voirie Puits	2 400.00 €	
D 2315-144 : Voirie Puits	2 802.00 €	
TOTAL D 23 : Immobilisations en cours	5 202.00 €	20 001.00 €
R 021 : Virement de la section de fonct		14 915.00 €
TOTAL R 021 : Virement de la section de fonct.		14 915.00 €

7. QUESTIONS DIVERSES

Travaux tranche sud

Mr Guillard informe qu'un panneau de signalisation à hauteur de l'Auberge de Thil, a été remplacé par un panneau publicitaire.

Monsieur le Maire précise que ledit panneau de signalisation était implanté sur un domaine privé sans autorisation de son propriétaire.

Mr Balouzet informe que souvent les automobilistes le voient au dernier moment et sont obligés de reculer car des véhicules arrivent en face.

Le Conseil propose de le reculer sur le domaine public.

Mr Guillard rappelle qu'il n'est pas normal d'enlever un panneau sans prévenir.

Travaux tranche nord

Mr Grumet constate que les travaux avancent vite. Il note qu'ainsi les piétons sont en parfaite sécurité.

Gens du voyage

Mr Balouzet précise que durant la présence des gens du voyage sur notre territoire, Mr Grumet a endommagé le pneu de sa remorque lors de l'enrochement des accès qui a suivi l'évacuation des caravanes stationnées sur le stade.

Le coût du préjudice s'élève à 156 euros.

Monsieur le Maire propose au Conseil d'indemniser Mr Grumet sachant qu'une délibération devra être votée en ce sens.

Vidéosurveillance

Mr le Maire informe que Mr JM T. habitant la commune a proposé son aide gracieuse pour la réalisation du dossier technique des dispositifs de vidéosurveillance.

Monsieur T. a contacté Mr le Maire pour le prévenir que le projet avait reçu la validation technique du SIEA. Il souhaite que le Groupe de Travail se réunisse pour la présentation du cahier des charges techniques.

Voiries

Mr Guillard informe que la chaîne fermant l'accès à la Mairie va être remise en place. Le sujet est à finaliser par la commission Voirie.

Mr Abbou demande si l'enrochement installé vers le stade restera de manière définitive.

Mr Grumet informe que la barrière va être réparée et une seconde sera installée plus bas. Les enrochements le long du City stade seront semi enterrés, ceux du côté du Rhône resteront en place.

Mr le Maire suspend la séance pour donner la parole au public.

Mr G. demande qui a financé les panneaux lumineux et pourquoi 2 panneaux ont été installés et pas 4 pour permettre l'information à toutes les entrées du village.

Mr le Maire répond que le financement a été assuré par la commune.

Mr Maisonnas informe que le budget ne permettait pas d'en financer 4. Actuellement l'un est acquis et l'autre en location.

D'autre part, Mr G. note que le sens de priorité (nord / sud) sur la rue de la Mairie est dangereux.

Mr le Maire rappelle que les travaux nord et sud de la rue de la Mairie ont été gérés par la CCMP, et que le sens de priorité a été déterminé par les services du Conseil Général ceci dans l'objectif de limiter la vitesse des véhicules compte tenu du rétrécissement de chaussée induit par l'écluse. Il précise qu'aucune signalétique spécifique n'a pas été mise en place.

L'ordre du jour étant épuisé,

La séance est levée à 22 h 40.